



CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

3

## MOTION

-Plan d'action national relatif à la prévention et à la lutte contre la pauvreté-

Interpellation

« Pauvreté et risque de pauvreté au Luxembourg »

Luxembourg, le 04 février 2020

Dépôt Paul Galles

Groupe politique CSV

La Chambre des Député-e-s :

- Considérant que la réussite économique du Luxembourg est synonyme de prospérité et d'un niveau de vie élevé, mais que celle-ci s'accompagne d'un accroissement des inégalités de revenus ;
- Sachant que notre système social, par son ampleur et son universalité, permet certes de réduire la pauvreté ;
- Notant cependant que notre Etat de providence ne permet pas toujours à nos concitoyens de sortir de la précarité, les causes de celle-ci n'étant pas combattues de manière suffisamment efficace ;
- Rappelant que selon l'Eurobaromètre, pour 79% de Luxembourgeois le logement est la principale cause de la pauvreté au Grand-Duché de Luxembourg ;
- Sachant que cette estimation est confortée par plusieurs études pour lesquelles, les inégalités de revenus et la précarité sont accentuées par le coût lié au logement ;
- Rappelant que le logement représente pour de nombreux ménages le poste de dépense le plus lourd dans leur budget ;
- Rappelant par ailleurs que le taux de risque de pauvreté est en augmentation, pour atteindre 18,7% en 2017, plaçant le pays, dans la moyenne des pays européens ;



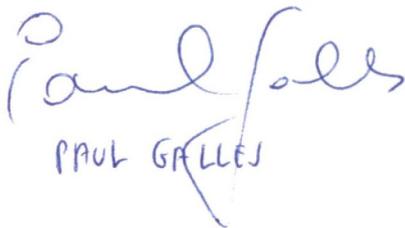
CHAMBRE DES DÉPUTÉS  
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

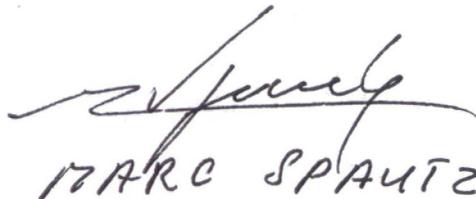
- Considérant que la pauvreté et le risque de pauvreté est de nature *multidimensionnelle* impliquant d'une part un manque de revenus, mais aussi d'autre part, des privations éducatives ou sociales ;
- Rappelant que le maintien de la cohésion sociale et le partage équitable de la prospérité sont des aspects essentiels du modèle socio-économique luxembourgeois ;
- Estimant qu'il est nécessaire d'adapter notre modèle social, qui date du 20<sup>e</sup> siècle, afin de construire un Etat providence du XXI<sup>e</sup> siècle ;

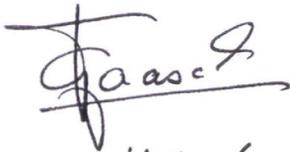
**Invite le gouvernement :**

- A mettre en place un « *plan d'action national relatif à la prévention et à la lutte contre la pauvreté* » en vue de mieux lutter contre les inégalités et ainsi permettre une inclusion et une égalité des chances réelles.

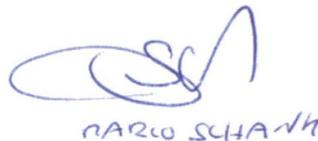
\*\*\*

  
PAUL GALLEJ

  
MARC SPAATZ



Françoise Helto-Gaasch

  
CARLO SCHANCK

  
Georges Hirsch